



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 50 – 24 avril 2023

## Pays nordiques

**Abandon du projet P27 visant à établir une infrastructure numérique pannordique de paiement en temps réel.** L'objectif du projet P27, lancé en 2018, était d'établir pour les entreprises et les 27 millions de consommateurs nordiques la première région intégrée au monde pour les paiements nationaux et transfrontaliers mobiles dans plusieurs devises, via une infrastructure commune à accès ouvert. Ce système avait pour ambition de réduire les coûts de compensation et de règlement des transferts transfrontaliers en temps réel, et de renforcer les marges des banques de la zone, déjà parmi les plus rentables et mieux capitalisées en Europe. Cependant, l'importance des défis techniques, les questions de sécurité liées à la collaboration avec MasterCard ainsi que les départs de deux acteurs du projet (le suédois Swish qui préfère finalement utiliser les infrastructures de paiement réel RIX-inst de la Banque de Suède et la *Danske bank* qui souhaite développer son propre système), ont conduit à l'abandon de ce projet qui aura coûté plus de 60 M€ aux banques actionnaires.

**Le marché immobilier nordique en baisse, hormis pour l'Islande et la Norvège.** D'après les dernières statistiques Eurostat, les prix des logements dans l'Union Européenne ont progressé de 3,6% au T4 2022 (en glissement annuel). Cependant, le Danemark enregistre la plus forte baisse de la zone (-6,5%), suivi de la Suède (-3,7%) puis la Finlande (-2,3%). Ils ont augmenté de 4,9% en France, 3,0% en Norvège et 21,0% en Islande. Selon l'économiste Lise Nytoft Bergman de la banque Nordea Kredit, la chute enregistrée au Danemark serait en partie expliquée par la forte augmentation des prix de l'immobilier au début de la pandémie de Covid-19. Une correction plus importante que dans les pays où les prix des logements ont augmenté plus modestement serait donc nécessaire. Une nouvelle analyse du FMI, *World Economic Outlook*, indique par ailleurs que les prix des logements devraient probablement baisser davantage suite à la flambée des taux d'intérêt, et ce notamment dans les pays où les prix immobiliers ont le plus augmenté au cours de la pandémie. Dans cette analyse, le FMI classe plusieurs marchés du logement par catégorie de risque – 7 étant le plus risqué. L'indice possède cinq composantes : l'endettement des ménages en part du revenu disponible brut, la part de la dette privée à taux d'intérêt variable, la part de propriétaires, la croissance cumulée des prix du logement et la variation cumulée des taux directeurs. La Suède et la Norvège se trouvent dans la catégorie 7 (avec notamment le Canada et le Luxembourg). Le Danemark est classé dans la catégorie 6, et la Finlande dans la catégorie 5. Les marchés du logement les moins risqués se trouvent en Slovaquie et en Slovaquie, alors que la France est classée dans la catégorie 3 (avec entre autres l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne).

## Danemark

**Léger recul de l'inflation en mars.** Selon les dernières données de l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), les prix à la consommation ont reculé de 0,2% sur un mois ; une baisse principalement due au reflux des prix de l'énergie (-12,9% pour le gaz et -2,2% pour l'électricité entre février et mars 2023). Toutefois, les prix de l'alimentation continuent d'augmenter (+0,9% sur un mois et +15,8% en g.a) et tirent désormais l'inflation. La hausse des prix alimentaires est marquée à la fois pour les produits frais et les produits non frais. Selon les dernières prévisions du Ministère des Affaires économiques, l'inflation devrait s'élever, en moyenne, à 3,9% en 2023, avant de passer sous la barre des 3% en 2024 (2,8%).

### **Bilan énergétique 2022 : baisse de la consommation de gaz naturel de 29%.**

Combinée avec une réduction de la consommation de charbon (-3,4%), la chute de la consommation de gaz naturel a engendré une diminution de la consommation réelle d'énergie de 1,5% en 2022 par rapport à 2021 (la consommation de pétrole a elle progressé de +5,3%), selon les statistiques préliminaires de l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*). Conséquence, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie ont diminué de 0,9%. La consommation d'énergie renouvelable a, quant à elle, augmenté de 5,3%. La production de biogaz a d'ailleurs augmenté en 2022, pour représenter, au total, 33% de l'offre du réseau gazier. S'agissant des autres sources d'énergies renouvelables, la production d'énergie éolienne et photovoltaïque a grimpé de 22% pour représenter environ 60% de l'approvisionnement en électricité (contre 47% l'année précédente).

**Deux tiers des entreprises danoises ne seraient pas préparés aux nouvelles exigences de l'UE en matière de cybersécurité,** d'après une analyse du cabinet de conseil Iris Group. Cependant, la directive NIS2 (*Network and Information Security II*), adoptée par les députés européens le 10 novembre 2022, doit

être transposée par les États membres d'ici le deuxième semestre 2024. Une majorité d'entreprises danoises, et tout particulièrement les PME, ne seraient pas en mesure d'appliquer ces nouvelles règles voire les méconnaissent, faute d'instruments et de stratégies internes. Dans ce contexte, la directrice des programmes de la Fondation danoise pour l'industrie (*Industriens Fond*), Malene Stidsen, tire la sonnette d'alarme dans la mesure où plus d'un millier d'entreprises danoises s'exposent à de lourdes amendes dès l'an prochain. Les secteurs énergétique et agroalimentaire seront en première ligne, abritant l'essentiel des nouvelles entités visées par ce durcissement des standards européens en matière de cybersécurité et de résilience numérique.

### **Les bénéficiaires des 15 premières banques danoises ont reculé de 3,5 Mds DKK (470 M€) en 2022,**

selon les chiffres publiés par l'organisation professionnelle *Finans Danmark*. Ces dernières auraient engrangé 32,6 Mds DKK (4,4 Mds€) de bénéfices l'an passé contre 36,1 Mds DKK (4,8 Mds€) en 2021. Danske Bank a été pénalisée par une amende record de 14 Mds DKK (1,8 Mds€) infligée à la Danske Bank à la suite d'une affaire de blanchiment impliquant sa filiale en Estonie en 2018.

### **Le Danemark se retire du traité sur la Charte de l'énergie.**

Suivant l'exemple de la France et plusieurs autres États européens, le Gouvernement a décidé d'œuvrer pour sortir le Danemark de ce traité par inquiétude pour la transition verte. Le Gouvernement s'efforce néanmoins également de trouver une solution au sein de l'UE qui permette l'adoption de la modernisation du traité, à la fois dans l'intérêt des pays qui souhaitent rester dans le traité et pour garantir les meilleures conditions possibles pendant la période d'extinction de 20 après le retrait. Le gouvernement travaillera en outre pour une sortie coordonnée du traité entre l'UE et ses États membres. Le retrait du Danemark nécessitera l'accord du Parlement danois.

## Finlande

### Mise en service commerciale du réacteur nucléaire d'Olkiluoto 3 (OL3).

Le plus grand réacteur nucléaire d'Europe a été mis en service, dimanche 16 avril, a annoncé son exploitant, le groupe TVO (Teollisuuden Voima). L'unité, d'une durée d'activité prévue de plus de 60 ans, augmentera la capacité de production domestique d'électricité de 20% (environ 14 TWh). « La production d'Olkiluoto 3 stabilise le prix de l'électricité et joue un rôle important dans la transition verte de la Finlande », a déclaré Jarmo Tanhua, directeur général de TVO.

### La Finlande figure parmi les dix pays ayant construit le plus de capacité éolienne terrestre en 2022.

En Finlande, une capacité supplémentaire de 2 430 mégawatts a été construite, soit la cinquième installation la plus importante dans le monde en 2022 après la Chine (32 580 MW), les États-Unis (8 610 MW), le Brésil (4 065 MW) et la Suède (2 440 MW), d'après le *Global Wind Report 2023* du Conseil mondial de l'énergie éolienne. La production d'électricité éolienne sur le territoire représente près de 17 % de la production d'électricité nationale (14 % de la consommation). Par ailleurs, l'énergéticien français Valorem a annoncé fin mars l'ajout à son portefeuille finlandais de quatre nouveaux projets éoliens terrestres (à Lapinsalo, Honkalankangas, Neittävänvaara et Lakkasuo), soit une capacité supplémentaire de 600 MW. Cette opération s'inscrit dans le cadre de collaboration lancé en 2015 entre le groupe Valorem et le constructeur de parcs éoliens finlandais Enersense Wind. Dans ce cadre, plus de 400 MW d'actifs éoliens terrestres sont déjà en phase de construction en Finlande, notamment les parcs de Saunamaa, Suolakangas, Kalistanneva et Matkussaari.

### Les startups finlandaises ont levé un montant record de fonds en 2022,

pour un total de 1,8 Md€ en 2022, contre 1,4 Md€ en 2021. Environ 60 % des fonds (1 Md€) investis dans les startups finlandaises provenaient du capital-risque et du *growth investing* (investissements

dans des entreprises qui montrent des signes de croissance supérieure à la moyenne). Les investisseurs étrangers, notamment américains, ont été à l'origine de plus de 75% des apports en capitaux. La levée de fonds la plus conséquente (500 M€) a été réalisée par Relex (entreprise de planification de la chaîne d'approvisionnement et du commerce de détail). D'autres levées importantes ont été réalisées par Aiven - société de logiciels et services de cloud - (200 M€), par le développeur d'ordinateurs quantiques IQM (128 M€) et la société de technologie satellitaire Iceye (120 M€).

### Projet d'industrie de batteries à Kotka.

L'entreprise publique de transformation de minerais Finnish Minerals Group a annoncé avoir conclu un accord d'intention avec un partenaire potentiel (dont le nom n'a pas été révélé), sur un investissement d'usine de batteries de 4 Mds€ à Kotka. L'agence Finnish Battery Chemicals qui dépend du Finnish Minerals Group, va entamer une étude d'impact environnemental du projet. Le groupe finlandais de minerais a déjà des projets de construction d'une usine de matériaux actifs de cathodes à Kotka avec le chinois Beijing Easpring Material Technology et d'une usine de précurseurs de cathodes à la ville voisine de Hamina avec un autre chinois CNGR Advanced Material (les deux sont prévus pour 2024).

### Le développeur japonais de jeux vidéo Sega a effectué une offre d'achat de 700 M€ pour la société finlandaise de jeux mobiles Rovio.

Le conseil d'administration de Rovio a recommandé à ses actionnaires et détenteurs d'options d'approuver l'offre de rachat de l'entreprise japonaise. Rovio avait connu un succès important grâce au développement du jeu Angry Birds, devenu l'application payante la plus vendue de l'App Store d'Apple en 2010. Depuis, l'entreprise finlandaise a rencontré un certain nombre de difficultés et semble avoir eu du mal à faire face à la concurrence dans le secteur. En 2021, elle a enregistré une chute de 50 % de ses bénéfices.

## Islande

**La compagnie aérienne Icelandair a signé un protocole d'accord pour l'achat de 13 avions Airbus A321XLR afin de remplacer ses Boeing 757.** Cet accord représente une première pour Icelandair qui n'avait jamais intégré d'avions Airbus à sa flotte jusque-là. Les premiers avions devraient être livrés en 2029 et des négociations sont en cours pour la location de 4 Airbus dès 2025.

**L'immigration nette atteint un record en 2022;** le solde migratoire de l'Islande s'est élevé à 9 764 personnes, soit le double de l'année précédente (4 920 personnes). Le dernier record avait été enregistré en 2017 avec un solde migratoire de 8 240 personnes. Au total, 17 487 personnes ont immigré en Islande en 2022, tandis que le nombre d'émigrants est passé de 6 024 en 2021 à 7 723 en 2022. Le Danemark est le pays de destination le plus populaire pour les citoyens islandais avec 1 146 Islandais ayant émigré vers le pays. La Pologne était le plus grand contributeur d'immigrants de nationalité étrangère (24% des immigrants) devant l'Ukraine (13% des immigrants).

**L'Islande autorise le ravitaillement de sous-marins nucléaires américains sur son territoire.** Ces derniers seront en mesure de faire une courte escale en Islande pour s'approvisionner et remplacer les membres d'équipage. Cette décision de la ministre des Affaires étrangères est une première en Islande et vise à soutenir la capacité de surveillance et de réponse des pays alliés de l'OTAN. Le premier sous-marin attendu sera desservi à quelques kilomètres au large des côtes du pays. Des sous-marins du même type font régulièrement escale dans la plupart des pays alliés, y compris dans des ports en Norvège et récemment dans les îles Féroé.

**La compagnie aérienne islandaise Niceair annule ses vols et suspend ses opérations,** en raison d'un contentieux avec les

propriétaires de ses avions. La compagnie indique avoir effectué les versements pour l'utilisation des avions qui n'ont pas été reçus par leurs propriétaires. Niceair est basé à Akureyri (Nord de l'Islande) et avait démarré ses activités en 2022 avec des vols reliant le Nord du pays au Danemark, au Royaume-Uni et à l'Espagne.

**En 2022, les émissions islandaises ont atteint un niveau équivalent à celles de l'année 2019.** Les émissions de gaz à effet de serre de l'économie islandaise sont estimées à 6 650 kt d'équivalents CO<sub>2</sub> en 2022, soit une valeur du même ordre de grandeur qu'en 2019 (6 534 kt). Les émissions des véhicules domestiques (606 kt) ont atteint un record depuis 1995. Les émissions de l'industrie de la pêche et de la transformation sont en forte hausse (746 kt en 2022, contre 542 kt en 2021).

## Norvège

**La valeur du Fonds souverain norvégien dépasse les 14 500 Mds NOK (1 270 Mds€) pour la première fois de son histoire.** Cette croissance est alimentée par les cours élevés des hydrocarbures, le dynamisme de l'activité boursière au premier trimestre et la faiblesse de la couronne norvégienne (1€ pour 11,42 NOK le 17 avril).

**Ces douze derniers mois, les prix ont augmenté de +6,5% en Norvège,** selon les calculs du Bureau central des statistiques (SSB). Entre février et mars 2023, les prix de l'alimentation ont reculé, tandis que ceux de l'immobilier, du textile, de l'électroménager et de l'électricité ont augmenté.

**Échec des négociations salariales : 25 000 salariés norvégiens sont entrés en grève le lundi 17 avril.** Le 30 mars, les partenaires sociaux avaient interrompu les négociations salariales annuelles de l'industrie faute d'accord. La confédération syndicale LO a rejeté la proposition du médiateur du royaume, qui portait sur une hausse des salaires de +5,2%, un chiffre pourtant supérieur à l'inflation anticipée en 2023 (4,9%). LO explique que le chiffre de +5,2% se décompose en trois parties : une augmentation centrale (+1,9%), un rattrapage de 2022 (+1,4%) et une hausse à négocier au niveau local sur une base de +1,9%. La confédération avait déjà rejeté la hausse de +4,9% des salaires proposée par l'organisation patronale NHO, estimant que 0,3 point supplémentaire était indispensable pour assurer une progression du pouvoir d'achat. 25 000 salariés de l'industrie, de l'agroalimentaire et des transports sont donc entrés en grève le 17 avril. C'est la première fois en 20 ans que LO quitte une médiation dans le cadre des négociations salariales.

**Le Premier Ministre norvégien Jonas Gahr Støre, et le Ministre du Pétrole et de l'Énergie Terje Aasland sont attendus au North Sea Summit (Belgique).** Ce sommet portera notamment sur les coopérations en mer du Nord dans le domaine des énergies renouvelables. S'inscrivant dans le prolongement d'un premier sommet qui s'était tenu le 18 mai 2022 à Esbjerg (Danemark), il accueillera les chefs d'État et de gouvernement français, allemand, belge, danois, irlandais, norvégien, néerlandais et britannique. La Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sera également présente.

**3,3 Mds€ d'aides financières pour l'électricité ont été alloués aux ménages norvégiens en 2022.** Le montant le plus important, de l'ordre de 850 M€, a été versé en décembre. Les ménages du Sud du pays se distinguent par une perception de l'aide chaque mois en raison des prix constamment élevés dans cette région très bien équipée en barrages mais très interconnectée à l'Union Européenne contrairement au nord de la Norvège, peu interconnecté.

**Consultation publique européenne sur le Net Zero Industry Act, texte qui pourra relever de l'accord EEE et impliquer la Norvège.** La réponse de l'Union Européenne à l'*Inflation Reduction Act* (IRA) des États-Unis, le *Net Zero Industry Act*, a été soumis à consultation mi-mars par la Commission européenne. L'un des objectifs principaux du texte est de produire dans l'Union Européenne au moins 40% des technologies stratégiques à zéro émission dont l'UE a besoin pour atteindre ses objectifs climatiques d'ici 2030.

## Taxe sur l'aquaculture de 35% : consultation publique et rencontre avec les acteurs féringiens.

La consultation publique sur la taxe foncière de 35% sur l'aquaculture a débuté mi-mars au *Storting* (Parlement norvégien), en présence de plusieurs organisations patronales. Le Parti du Centre (agricole) pense parvenir à un large accord avec les autres partis, grâce à un équilibre qui préserve l'emploi et les investissements. Une délégation norvégienne de la Commission des finances du *Storting* s'est rendue aux îles Féroé afin d'y rencontrer des représentants de l'industrie du saumon et des autorités locales. L'organisation patronale *Sjømat Norge* souhaite que la Norvège prenne exemple sur cet archipel, où les éleveurs de saumon paient une redevance progressive, fondée à la fois sur un prix standard et sur un coût standard. Il s'agit d'un système à plusieurs niveaux dans lequel le taux d'imposition augmente en fonction du prix du saumon.

## Forte croissance attendue des industries vertes en Norvège d'ici 2030.

Le chiffre d'affaires lié à l'éolien offshore, à l'hydrogène et au CCS était de 4,6 Mds€ en 2021, selon une nouvelle enquête réalisée par Menon Economics pour l'Association norvégienne du pétrole et du gaz (*Offshore Norge*). Une forte croissance du chiffre d'affaires et de l'emploi est attendue d'ici 2030, avec un chiffre d'affaires qui atteindrait 25 Mds€ à cet horizon.

## Fin du gaz naturel dans l'Union Européenne en 2049 : quelles conséquences pour la Norvège ?

Les États membres de l'Union Européenne et le Parlement européen souhaitent mettre un terme aux importations de gaz naturel à partir de 2049, afin de privilégier l'hydrogène et les biogaz. Alors que la Norvège est le premier fournisseur de gaz de l'UE, les analyses des conséquences de cette décision divergent. Pour l'organisation patronale *Industri energi* et pour le Parti conservateur, le gaz norvégien continuera d'être exploité pour être transformé en hydrogène bleu. Les libéraux, les verts, les socialistes de gauche, les rouges et les ONG environnementales (Bellona, Zero) appellent

le gouvernement à préparer une sortie ordonnée des énergies fossiles.

## Possible interdiction des jeux d'argent en ligne étrangers à partir de 2024 en Norvège.

Cet automne, le gouvernement proposera au Parlement d'interdire les sites internet étrangers proposant des jeux d'argent en ligne aux clients norvégiens, et cela dès 2024. Le blocage des sites serait effectué via la technologie DNS (*Domain name system*). L'exécutif entend ainsi préserver la loterie nationale (*Norsk tipping*) de la concurrence étrangère. Le Parti conservateur et le Parti du progrès ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient au texte.

## La taxe carbone européenne ne relève pas de l'EEE selon le ministère des affaires étrangères norvégien.

D'après le MAE norvégien, le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF) ne relève pas de l'accord EEE. Ainsi, la Norvège ne serait pas dans l'obligation d'appliquer le texte. Cependant, les juristes du MAE comprennent que d'autres considérations devront être prises en compte et pourront contraindre Oslo à adopter le texte. D'après le site *Energi og klima*, le gouvernement serait divisé sur ce sujet. Le ministre norvégien du Climat et de l'Environnement, Espen Barth Eide, serait un partisan de la taxe carbone et du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), tandis que le ministre norvégien des Finances, Trygve Slagsvold Vedum, y serait opposé. Il reviendra à ce dernier de recueillir les avis de tous les ministères et de présenter la position du gouvernement au *Storting*.

## La conférence One Ocean Summit s'est tenue à Bergen, en Norvège, le 17 avril.

L'importance de l'océan pour l'économie norvégienne, les nouvelles industries marines vertes et la gestion durable des zones marines norvégiennes étaient à l'agenda de cette conférence. Cet événement visait à mettre en avant les travaux du panel international sur les océans, ainsi que les efforts pour les énergies propres en mer.

## Suède

**L'inflation (CPIF) s'élève à 8,0% en glissement annuel en mars 2023.** D'après l'Office national de statistiques SCB, la baisse du taux d'inflation (9,4% en février) s'explique notamment par le ralentissement de la hausse des prix de l'énergie. En effet, les prix de l'électricité ont diminué pour le 3<sup>e</sup> mois d'affilée en mars (-2,2%) et les prix des carburants ont perdu 8,0% en glissement annuel. Toutefois, les prix de l'alimentaire continuent d'augmenter (+1,2% entre février et mars 2023); ces derniers tirent donc désormais l'inflation suédoise.

**Nouvelles mesures dans le Budget du Printemps du gouvernement.** La loi de finance rectificative, appelé ici le Budget du Printemps, a été présenté le 17 avril par Elisabeth Svantesson, Ministre des Finances. Ce budget comprend 4 Mds SEK (355 M€) de nouvelles mesures en dépense qui se concentrent sur i/ l'augmentation de l'allocation logement pour les familles avec enfants (+720M SEK), ii/ hausse du budget de la formation professionnelle (+719 M SEK), iii/ la hausse du budget de défense (+660 M SEK) et iv/ le renforcement du budget des services pénitentiaires (300 M SEK).

**La Riksbank (Banque centrale suédoise) considère que les fonds d'investissements suédois ne sont pas en phase avec les ambitions de l'Accord de Paris.** La Riksbank vient d'examiner les effets sur le changement climatique des investissements de 122 fonds suédois. Les résultats indiquent que les investissements de l'échantillon contribuent à une augmentation de la température de 2,8°C, ce qui est supérieur à la limite supérieure de 2°C fixée par l'Accord de Paris. Les résultats montrent également qu'en moyenne, il n'y a pas de différence significative entre l'impact sur le changement climatique liés aux investissements des « fonds verts » et « low carbon » (désignation du consultant Morningstar) par rapport aux autres fonds.

**Grève des conducteurs de train à Stockholm.** Entre le lundi 17 avril et le mercredi 20 avril, les conducteurs de train de Stockholm (l'équivalent du RER parisien) se sont mis en grève sans autorisation préalable afin de protester contre la suppression des agents de bord; les conducteurs conduiraient donc leur train seul. Ces derniers ont reçu des aides financières à hauteur de 1,5 M SEK (130 000 €) pour supporter leur grève, mais également le soutien de la population. Le gestionnaire du réseau de trains de banlieue, MTR, compte poursuivre en justice les 73 conducteurs en grève, et demande des dédommagements de l'ordre de 6 000 SEK (530 €) par conducteur. Le montant habituel de dédommagement en cas de grève non autorisée est de 3 000 SEK.

**Le taux d'endettement des ménages diminue après 25 ans de hausse continue.** La Suède se trouve aujourd'hui parmi les pays d'Europe (avec le Danemark et la Norvège) où l'endettement des ménages comparé au revenu disponible est le plus élevé (de 100% du revenu disponible brut en 2000 à 199% en 2021 puis 193% en 2022). Il convient cependant de noter que pour la première fois en 25 ans, le stock des crédits des ménages diminue légèrement (83% du stock concerne les crédits hypothécaires).

**Les finances des collectivités territoriales se dégradent.** Selon l'Association des communes et régions (SKR), les collectivités territoriales risquent d'afficher un déficit budgétaire total de 24 Mds SEK en 2024 (2,1 Mds€) et demandent que le gouvernement compense rapidement les effets négatifs d'une inflation toujours élevée qui pèse lourdement sur l'activité de ces derniers par une rallonge des dotations générales de l'État. Si la situation est particulièrement préoccupante pour les régions ou plus de 80% (17 sur 21) d'entre elles pensent être en déficit l'an prochain, le taux n'est que de 17% pour les communes (48 au 290).

## **Ikea annonce un investissement de 2 Mds€ sur trois ans et 2 000 nouveaux emplois aux États-Unis.**

Il s'agit du plus gros investissement de l'entreprise suédoise depuis sa présence dans le pays (40 ans), mais également le plus gros montant investi dans un pays. Disposant actuellement de 51 points de vente et 16 600 employés aux États-Unis, Ikea souhaiterait ouvrir 9 nouveaux points de vente notamment dans le Sud du pays.

## **Triplement du nombre de voitures électriques vendues en deux ans.**

Selon SCB, le marché des voitures électriques a triplé entre 2020 (28 000 ventes) et 2022 (96 000 ventes). Si l'on considère le parc total de voitures particulières, la part des voitures électriques est encore faible. Au tournant de l'année 2022/23, seulement 4 % de toutes les voitures particulières en circulation étaient des voitures électriques. L'annulation de la prime pour l'achat d'une voiture électrique risque de ralentir considérablement les ventes de ce type de voitures.

## **Le cas du géant de la grande distribution suédoise ICA soumis à l'Autorité de la concurrence pour examen de possibles pratiques anti-concurrentielles.**

Malgré avoir annoncé diminuer les prix de plus de 300 produits, le gérant de 56% des supermarchés suédois aurait en réalité réalisé des bénéfices particulièrement importants en 2022 : 6 Mds SEK (530 M€) de dividendes supplémentaires ont été distribuées cette année. Selon l'entrepreneur Jens Nylander, le distributeur aurait donc largement profité du contexte inflationniste pour augmenter ses prix de manière déraisonnable. L'Autorité indépendante de la concurrence suédoise devrait donc mener une enquête prochainement sur les pratiques d'ICA. Dans ce contexte inflationniste, l'Autorité avait justement reçu une rallonge de dotations de la part du gouvernement de 12 M SEK (1,06 M€) afin de surveiller les potentielles pratiques anti-concurrentielles.

## Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,2	0,2	0,3	-0,5	2,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,7	1,3	0,0	0,9	3,6
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,2	0,6	-0,1	-0,6	2,1
Norvège <sup>1</sup>	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,5	3,2	0,2	2,2	6,4

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

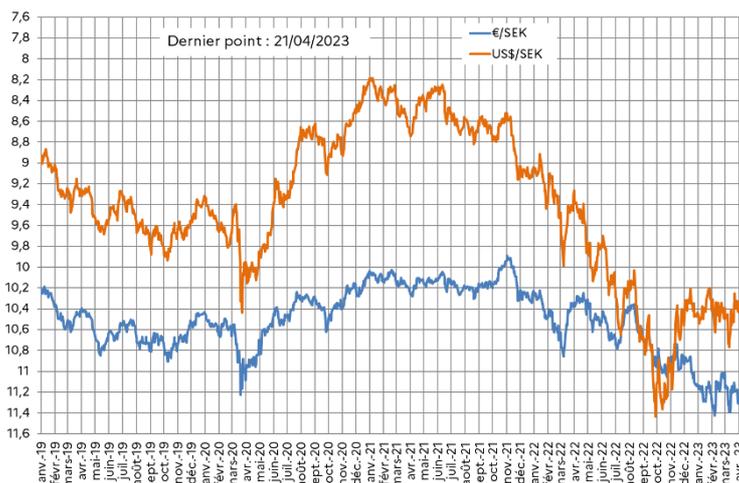
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	Prévisions 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	5,6
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	5,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	5,3
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	4,5
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	5,5

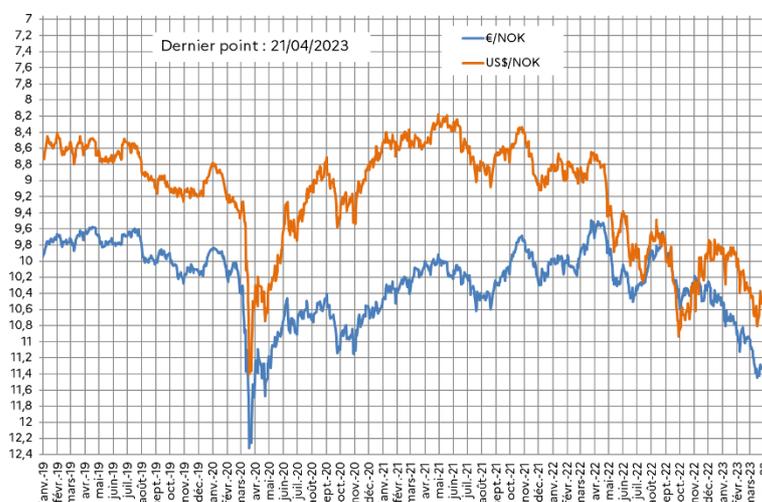
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**Responsable de la publication :** Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

**Rédacteurs :** Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya, C. Mazet).

**Pour s'abonner :** [gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr](mailto:gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr)